



LAURENT BERGER
**«Le sujet c'est l'emploi,
pas les retraites»**

INTERVIEW, PAGES 8-9

LAURENT BERGER

«La réforme chômage était injuste, dans cette période elle est injuste et inadaptée»

Les partenaires sociaux sont de nouveau reçus par le Premier ministre Jean Castex, ce vendredi. Si le leader de la CFDT salue la volonté de dialogue, il plaide pour un report de la réforme des retraites et pour un meilleur accompagnement des jeunes.

INTERVIEW



Recueilli par
FRANTZ DURUPT

Comme l'ensemble des dirigeants syndicaux et patronaux, Laurent Berger, numéro 1 de la CFDT, a rendez-vous ce vendredi à Matignon. Retraites, assurance chômage, plan de relance, emploi des jeunes : les sujets sur la table sont très nombreux. *A Libération*, il expose ses priorités.

Après les années Philippe, deux rendez-vous avec le Premier ministre en une semaine, c'est une révolution ?

Ce n'est pas une révolution, c'est un changement de style. On ne peut pas le nier, une relation assez directe, assez cash et la volonté très affichée d'avoir du dialogue social. On a suffisamment constaté et contesté le fait qu'il n'y avait pas de place pour le dialogue social dans le pays pour ne pas constater que Jean Castex en parle beaucoup. Maintenant, ça se mesurera aux faits. On lui a remis un dossier contenant nos propositions la semaine dernière.

Quelles sont vos lignes rouges ?

Sur les retraites, il n'y a pas de place à l'agenda 2020. Le sujet c'est l'emploi, ils le disent eux-mêmes. Cela ne veut pas dire que la CFDT ne continue pas de porter un système universel des retraites comme horizon, mais ce n'est pas le moment de remettre sur la table la question des déficits des régimes sociaux. Dans les annonces du Premier ministre, il manque pour nous des choses autour de l'accompagnement des jeunes en situation de pauvreté, notamment l'instauration d'un RSA jeunes. Dans le discours, il y a des choses qui ne sont pas méprisables, au contraire, comme le repas à 1 euro pour certains étudiants, mais clairement,

il manque l'horizon : à travers ces mesures, quel modèle de développement on veut construire et quelle société plus juste et plus sobre écologiquement on veut construire. Ce qui manque dans le discours, c'est évidemment une vision sur la répartition de la richesse, la contribution des uns et des autres à la relance, notamment via la fiscalité.

La baisse des impôts de production, c'est toujours moins dans les caisses de l'Etat. Cela ne peut pas se faire sans des engagements très fermes de la part des entreprises : il faut arrêter maintenant les aides aux entreprises sans conditionnalité.

Sur la réforme des retraites, le gouvernement Castex, qui vante le dialogue social, pourra-t-il passer outre le Medef et les syndicats, qui refusent de négocier dès maintenant ?

Je le dis très clairement : si le sujet des retraites arrive pendant l'été ou pendant le mois de septembre ou d'octobre, on va avoir un regain de conflictualité. Donc il ne peut pas passer outre, ce serait totalement contre-productif avec la volonté justement de développer du dialogue social. Je ne nie pas qu'il y a un sujet retraites, notamment lié à la crise du Covid-19, dans les régimes complémentaires comme dans le régime général. Mais dans ce cas, la proposition qu'on a faite c'est de mettre en place un comité de suivi de l'impact de la crise sanitaire sur l'ensemble des régimes sociaux et de regarder ce qui relève d'une dette très conjoncturelle et ce qui est une difficulté de financement structurelle, et dans ce cas, d'où vient-elle ? La réponse n'est pas forcément à chaque fois d'orienter, toujours dans la même direction, l'augmentation de la durée du travail.

Il y a la question du système uni-

versel, et il y a celle du financement. On comprend que l'exécutif veut un nouvel allongement de la durée de cotisation...

On verra quand le sujet sera sur la table. Pour l'instant, on ne souhaite pas qu'il soit sur la table. Voilà, c'est clair.

La principale mesure pour l'emploi des jeunes consiste à offrir jusqu'à 4 000 euros aux patrons pour une embauche. C'est finalement une mesure pour aider les employeurs...

La CFDT se méfie des effets d'aubaine de ce type de mesures. Il faut les limiter à certaines situations, certains niveaux de qualification. Pour dire les choses clairement, je préfère une prime à l'embauche, parce que c'est un one shot, une seule fois. Ça ne pèse pas sur les régimes sociaux, contrairement aux exonérations de cotisations, et on y met fin assez facilement quand les situations de crise sont passées. Je ne veux pas avoir une position dogmatique parce qu'on a un vrai sujet avec les jeunes qui, avec un salaire plein, s'en foutent un peu de savoir si telle ou telle aide a été versée. En revanche, il faut éviter d'arroser le sable, donc vérifier que les choses se passent correctement, qu'il y ait bien ces embauches, et il faut clairement que ce soit bien ciblé en direction des jeunes les moins qualifiés.

Sur l'assurance chômage, le Premier ministre, Jean Castex, semble reconnaître en creux sa violence pour les plus précaires en annonçant un «aménagement».

Cette réforme était injuste. Maintenant elle est injuste et inadaptée à la période [*lire ci-contre, ndlr*]. Ce qui m'intéresse, c'est la réalité. La réalité, c'est que cela ne s'applique pas dans la vraie vie des deman-

deurs d'emploi. Si elle ne s'applique pas au 1^{er} septembre et qu'on nous dit on en reparle en juin, ça fait que pendant douze mois, les demandeurs d'emploi ne sont pas concernés. Si, pour ne pas dire qu'on y renonce, on dit qu'on la renvoie à dans un an et que dans un an tout le monde l'a oubliée, ça me va.

Le nouveau dispositif de chômage partiel longue durée n'empêche pas les licenciements, et le dispositif classique est raboté pour les salariés. Est-ce satisfaisant ?

On n'est pas dans des choses satisfaisantes : on est dans la gestion de crise. On ne peut le faire ni en considérant que la loi naturelle du marché opère et tant pis pour les conséquences sociales ni à coups de slogans faciles. Quand vous vous penchez sur la situation concrète d'entreprises, par exemple dans l'aéronautique en ce moment, il vaut mieux des accords qui permettent de maintenir l'emploi que des licenciements secs. Mais il va falloir combattre toutes les entreprises comme Nokia ou Sanoft qui sont en train de se servir de la période pour faire des plans de licenciements qui ne sont pas justifiés, qui sont de la pure opportunité financière.

Il y a aussi les accords de performance collective: le dialogue social est-il encore efficace quand on demande aux salariés de choisir entre le chômage et des baisses de salaires ?

Oui, le dialogue social est nécessaire car ce n'est pas à des observateurs extérieurs de décider ce qui est bon pour les salariés : ils ont des représentants qui ont une légitimité par leur vote, et c'est dans le cadre de ce dialogue, en fonction des réalités, qu'il faut s'engager pour maintenir l'emploi et ne pas le faire payer aux salariés. La CFDT ne

veut pas de réduction des salaires dans les accords. Les situations sont aussi diverses que les entreprises le sont. Les patrons ont aussi leur part de responsabilité. Cette crise, ce n'est sûrement pas les travailleurs qui en sont responsables. Elle ne trouve pas sa genèse dans un trop-plein de droits ou dans un code du travail qui serait trop corseté !

L'écologie comme moteur de la relance, ça vous semble un vrai engagement ou vous craignez un effet d'annonce ?

Il faudra voir comment ça s'ancre maintenant dans la rénovation thermique des logements, c'est un premier pas. Mais je pense qu'on peut aller beaucoup plus loin, notamment pour l'inscription de notre modèle économique dans la transition écologique. Il va maintenant falloir nous donner du concret et voir s'il y a des investissements publics suffisants. On n'en fera jamais assez sur l'écologie.

Faut-il selon vous rendre le port du masque obligatoire en entreprise ?

S'il y a des consignes sanitaires et qu'on dit qu'il faut porter le masque, eh bien il faut porter le masque. On a assez crié sur le fait qu'il n'y avait pas de protections individuelles dans certaines entreprises pour ne pas râler maintenant en disant qu'il ne faudrait pas que les gens portent le masque. ◀



A Matignon, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, pendant une journée de rencontres entre le Premier ministre et les partenaires sociaux, le 9 juillet. PHOTO DENIS ALLARD